Du registre aux délibérations du conseil Communal de cette Commune a été extrait ce qui suit:

Séance publique du 19 août 2026

PRESENTS :
MM. J.DEVILLE, Bourgmestre-Présidente;
M.CAPRASSE, M.KNODEN, F.MATHURIN, F.MARVILLE, C.FETTEN, J.GUILLAUME, P.CARA, C.CRINS, M.HUET, M.DEMASY, A.PIETTE, S.PLENNEVAUX, C.THEIS, F.GASPARD, M.LAMOTE, J.LAMBERT, Conseillers communaux;
J-Y.BROUET, Directeur général.

OBJET : Délégation au Collège communal pour les opérations mobilières (biens meubles corporels) d'un montant inférieur à 50.000 €
Exercices 2026 à 2030
Délibération du Conseil Communal du 30/12/2024 - Modifications
Examen et approbation.

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-1ter, en particulier le paragraphe 2, qui permet au Conseil communal de déléguer au Collège communal, dans certaines conditions et limites, la fixation des conditions et des modalités de la procédure d'attribution des contrats relatifs à des opérations mobilières, ainsi que l'adoption des consitions contractuelles qui régissent l'opération ;

Vu le décret programme du 26 mars 2026, notamment l'article 81 modifiant l'article L1222-1ter du Code de la démocratrie locale et de la décentralisation.

Considérant que l'opération mobilière est définie à l'article L3511-1 §1er, 3° dans les termes suivants : « *3° l'opération mobilière : l'opération relative à la vente ou à la mise à disposition de biens meubles corporels qui appartiennent au pouvoir local.* »

Considérant qu'il est de gestion simplifiée d'utiliser cette faculté de délégation ;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de revoir la décision du 30 décembre 2024 ;

Vu la communication du dossier au Receveur régional faite en date du 6 juillet 2026 conformément à l'article L1124-40, §1, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'avis favorable rendu par le Receveur régional en date du 10 juillet 2026

Sur proposition du Collège Communal et après en avoir délibéré,

Projet de délibération

Par … voix pour, …. abstention et … opposition,

DECIDE
De revoir la décision du 30 décembre 2024 comme suit :

Article 1er : de déléguer au collège communal la compétence de fixer les conditions et les modalités de la procédure d'attribution des contrats relatifs à des opérations mobilières (biens meubles corporels) ainsi que les conditions contractuelles qui régissent l'opération.

Article 2 : La délégation est limitée au maximum aux opérations mobilières d'un montant estimé inférieur à 50.000 euros.

La valeur de l'opération correspond à la valeur vénale estimée du bien ou au montant estimé de l'opération multiplié, le cas échéant, par la durée du contrat. Lorsque le contrat peut être reconduit ou que la durée du contrat peut être prolongée et que la durée totale du contrat, reconductions ou prolongations comprises, peut être supérieure à dix ans, la valeur de l'opération correspond à l'estimation de la valeur annuelle du contrat multipliée par dix sans que cette somme puisse être inférieure au montant estimé pour la durée minimum initiale du contrat.

Article 3 : Conformément à l'article L1222-1ter §5, le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter le montant visé à l'article 2.

Article 4 : la présente délégation prendra effet à dater de ce jour et prendra fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois suivant l'installation du conseil communal de la prochaine législature.

PAR LE CONSEIL,

Le Directeur Général,
(s) J-Y. BROUET

La Bourgmestre,
(s) J. DEVILLE

POUR EXPEDITION CONFORME

Le Directeur Général,
J-Y. BROUET

La Bourgmestre,
J. DEVILLE

Projet de délibération